

primo & édito

La rentrée au CR•DSU : entre continuité et nouveaux chantiers

La "rentrée" du CR•DSU s'ouvre sur un programme dense. Deux temps forts seront organisés autour de journées régionales d'échanges :

- l'une sur les **politiques éducatives locales**, le 6 octobre prochain à Lyon - qui s'adresse à l'ensemble des acteurs du champ éducatif, conduite en partenariat avec les Centres ressources enfant famille école (Crefe) Ain-Rhône, Isère et Drôme-Ardèche ;
- l'autre, sur la **prévention de la délinquance**, au dernier trimestre, pour mettre en débat l'évolution du cadre de travail et les pratiques dans ce domaine.

Les échanges de pratiques entre professionnels se poursuivront dans l'atelier permanent d'échanges sur la **participation des habitants**, monté en partenariat avec Robins des Villes, en septembre et octobre. La synthèse sera capitalisée dans un numéro des *Échos des ateliers permanents du CR•DSU*. Nous ouvrirons un cycle de qualification sur la **gestion sociale et urbaine de proximité** en novembre, en collaboration avec l'Arra HLM, dans la suite du numéro des *Cahiers des DSU* n°49 paru à l'hiver 2008.

La "lutte contre les discriminations" fera l'objet d'une veille en continu, et d'un travail spécifique sur la lutte

contre les discriminations en matière de santé: il s'inscrit dans le cadre du projet "santé, territoires et précarité", mené conjointement par la FRAES (Fédération Rhône-Alpes d'éducation pour la santé), la MRIE (Mission régionale d'information sur l'exclusion) et le CR•DSU.

Côté publication, le prochain numéro des *Cahiers du DSU* sera consacré à l'articulation entre la politique de la ville et le développement durable. Dans ce numéro à visée prospective, nous nous interrogerons sur les conditions d'intégration des enjeux de développement durable dans la politique de la ville, en illustrant les propos par des expériences innovantes en la matière en Rhône-Alpes et ailleurs en Europe. Les *Cahiers du DSU* vont "faire peau neuve" en 2010: l'évaluation et l'évolution de notre revue va constituer un chantier important. Vos remarques sont les bienvenues!

Enfin, dans une actualité marquée par la révision annoncée des Zus, la refonte de la géographie prioritaire et la préparation des prochains contrats, il s'agira de soutenir des **espaces de débat et de réflexion collective** avec les élus, les partenaires et les professionnels du DSU...

Bonne rentrée à tous !

l'actu & CR•DSU

"Au-delà du programme de réussite éducative, quelles politiques éducatives locales?", le 6 octobre 2009, à Lyon 7^e.

Le CR•DSU, en partenariat avec les Centres ressources enfance famille école (Crefe) Ain-Rhône, Drôme-Ardèche et Isère vous proposent une journée régionale d'échanges.

Autour de tables rondes réunissant experts et professionnels de terrain, la journée s'attachera à croiser les regards sur les avancées et perspectives du PRE mais surtout à le replacer dans le cadre plus général des politiques éducatives. Il s'agira alors d'identifier des points d'appui pour la construction de politiques éducatives locales.

••• Programme et inscriptions sur www.crdsu.org

"Politique de la ville et participation des habitants. Quelles pratiques? Quels enjeux?", le 22 septembre 2009, à Vienne.

Pour poursuivre l'atelier permanent d'échanges démarré en mars 2009, cette rencontre sera consacrée aux méthodes et outils de la participation et sera l'occasion de croiser avec les pratiques ayant cours dans d'autres pays européens.

••• Programme et inscriptions sur www.crdsu.org

"Gestion sociale et urbaine de proximité", un cycle de qualification, en novembre 2009, à Lyon.

Bien qu'elle porte sur des activités renouvelées chaque jour, la GSUP se révèle être d'une grande complexité dans sa mise en œuvre tant elle touche aux modes d'organisation propres à chaque acteur. Dans la majorité des cas, même si des moyens supplémentaires sont nécessaires, elle procède d'une meilleure coordination et transversalité entre les différents intervenants techniques présents sur un quartier plus que d'un travail supplémentaire de tel ou tel acteur. Elle doit ainsi développer des modes d'actions spécifiques pour conduire un changement progressif et durable. C'est pourquoi, à la suite du récent numéro des *Cahiers du DSU*



Photo : Claire Sorgos



savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

“La GSUP : affaire de techniciens ou enjeu politique?”, le CR•DSU et l'Arra HLM proposent un cycle de qualification de deux journées destiné à échanger sur la mise en œuvre de démarches d'amélioration de la gestion.

●●● Plus d'informations à venir sur www.crdsu.org

Mouvement au CR•DSU

Florence Nallet, assistante de direction du CR•DSU, part en congé individuel de formation. Elle sera remplacée à compter du 1^{er} octobre.

les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

7 ● “Quelle évaluation dans les politiques culturelles?”, le 24 septembre 2009, à Annecy. Ce colloque, organisé dans le cadre des 20 ans de L'Observatoire des politiques culturelles, traitera de 3 thématiques: “L'évaluation: un outil de gouvernance culturelle?”; “La production d'indicateurs: source de sens pour les politiques culturelles territoriales?”; “Quelle appréciation de l'évaluation par les acteurs culturels?”

●●● Contact: OPC, 04 76 44 33 26

9 ● “Le Contrat local de santé: un nouvel objet de santé publique encore mal identifié? Pourquoi et comment construire un Contrat local de santé?”, le samedi 10 octobre 2009, à Saint-Ouen. Université d'été de l'Institut Renaudot.

●●● Inscriptions: 01 48 06 67 32

7 ● “Les jeunes dans la cité, quels regards? quelle place? Partager la réflexion entre élus locaux et professionnels pour construire une politique jeunesse cohérente”, le samedi 10 octobre 2009, de 8h30 à 12h30 à Cluses. Colloque organisé par le SIVU Actions Ville, avec les interventions de Alain Vulbeau et de Gilbert Berlioz.

●●● Contact: sivu.actions.ville.2006@wanadoo.fr

6 ● “Centres sociaux et lutte contre les discriminations”, le 15 octobre 2009, à Lyon. L'Union régionale des centres sociaux Rhône-Alpes organise une journée de bilan sur les actions menées sur la lutte contre les discriminations par les centres sociaux et le réseau fédéral en Rhône-Alpes.

●●● Inscriptions: sa@rhone-alpes.centres-sociaux.org

À Annecy, “Fêtez plus, risquez moins”

Depuis trois ans, un collectif de professionnels, piloté par la ville d'Annecy, développe un programme de prévention des risques en milieu festif, destiné aux jeunes qui fréquentent les bars et soirées étudiantes mais surtout deux des grands festivals de la ville: le Festival international du film d'animation (Fifa) et la Fête de la musique. Les actions sont construites à partir du principe d'éducation à la santé par les pairs. En amont, des lycéens réalisent des spots d'animation sur la prévention des risques qui sont diffusés au cours du Fifa mais aussi toute l'année dans des salles de projection de l'agglomération.

L'affiche de la campagne a fait l'objet d'un appel à projet auprès des jeunes. Au moment des festivités, des étudiants formés sont chargés d'aller à la rencontre de leurs pairs pour amorcer l'échange et les conduire sur les stands de prévention présents sur le site. Des jeunes, encadrés par des éducateurs de la prévention spécialisée, tiennent une buvette sans alcool, lieu de rencontre et de dialogue. Au cours de l'année, le collectif mène des actions de sensibilisation auprès des patrons de bars et des organisateurs de soirées festives.



Affiche: Ville d'Annecy

●●● Contact: Mme Mangin, Annecy, 04 50 88 38 41

●●● Spots disponibles sur demande

Fonds de participation des habitants (FPH) du Pays Viennois

Le FPH du Pays Viennois, créé en 2005, favorise les prises d'initiatives de groupes d'habitants ou d'associations et soutient la réalisation de projets ponctuels ayant un impact sur un ou plusieurs quartiers de l'agglomération. Mis en place et animé par la Communauté d'agglomération du Pays Viennois, son comité de gestion est composé de 12 habitants des quartiers prioritaires, qui sont depuis 2008 membres de droit du Conseil local de développement. Le budget du FPH est passé en 4 ans de 11000 euros à plus de 22000 euros, permettant de soutenir chaque année

des projets plus nombreux. 23 projets ont été examinés en 2008, avec un montant moyen d'environ 720 euros alloués par projet. Cette démarche vise à renforcer les capacités individuelles et collectives des habitants à s'organiser, monter des projets et les argumenter. Elle a permis de soutenir les centres sociaux dans leurs missions d'accompagnement de projets d'habitants. Au final, cet outil a permis de développer des animations de proximité, des temps forts créateurs de lien social et a soutenu l'émergence de nouveaux acteurs.

●●● Contact: CAPV 04 74 78 78 92



Photo: Pays viennois



acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

Le Pré Sensé : jardiner dans le 8^e arrondissement de Lyon

Avenue de Pressensé, au pied des immeubles, 2700 m² inutilisés se sont transformés en un vaste jardin collectif. En 2003, un diagnostic réalisé par Le passe jardin, association pour la promotion des jardins partagés, conduit à penser la transformation du terrain en jardin collectif. Missionnée par la politique de la ville, la régie de quartier Euréqua emploie un agent de développement chargé de préciser le projet, de le concrétiser et d'accompagner la création de l'association de jardiniers qui voit le jour en 2006.

Aujourd'hui, le jardin est composé de cinq grandes parcelles collectives et vingt-quatre parcelles individuelles à destination de particuliers ou d'associations. Outil d'échange, il s'anime de temps d'accueil de visiteurs, de repas partagés, de fêtes et autres moments de convivialité. L'association d'habitants, un temps soutenue par Euréqua, est aujourd'hui autonome et perçoit un financement de droit commun de la part de la ville venant s'ajouter à ses recettes propres.

●●● Contact: Mme Dogan, 06 77 57 99 93



Photo : Régie de quartier Euréqua

réseaux partenariat

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

Culture pour tous en Rhône-Alpes

Créée en 2001, Culture pour tous (ex-Culture du cœur Rhône) vise à lutter contre l'exclusion en facilitant l'accès à l'art et la culture. L'association s'est d'abord consacrée à la mise à disposition de places de spectacles gratuites au profit de personnes en difficulté. Depuis, son action s'est élargie : accompagnement des acteurs du champ social utilisateurs du dispositif pour que la gratuité des places soit un levier menant les bénéficiaires vers des démarches personnelles de sortie

culturelle ; soutien aux partenaires du secteur culturel pour faciliter la diffusion de leur actualité aux acteurs sociaux ; encouragement des équipements à mettre à disposition une offre de places gratuites représentative de celle faite au grand public. En 2008, 350 structures culturelles et acteurs sociaux ont été impliqués et 15 000 places de spectacles mises à disposition.

●●● Contact: Audrey Pascaud, 04 78 60 92 18, www.culture-pour-tous.fr

● À Montluel, Valérie Le Curieux-Belfond est coordonnatrice PRE.

● À Valence, Emeline Drevetton est chargée de mission santé et coordonne l'ASV.

● À Vienne, Maryange Guellaut est chargée de mission santé/ASV.

● À Grenoble-Alpes-Métropole, Sophie Ebermeyer est chargée de mission éducation, formation et lutte contre les discriminations.

● À Fontaine, Perrine Renoux est chargée de mission PRE.

● À Saint-Martin-d'Hères, Oriana Briand est coordonnatrice ASV.

● À Échirolles/Pont de Clair, Céline Miglietti est coordonnatrice de l'ASV intercommunal.

● À St-Étienne, Aurélie Borg est chargée de mission CTEF Loire Sud/Politique de la ville.

● À Chassieu, Géraldine Duthéil est chef de projet du PLIE.

● À Vénissieux, Nathalie Nicolas est agent de développement pour les Minguettes et Max Barel.

● À Aix-les-Bains, Martine Goubet-Etellin est coordonnatrice ASV.

● Claude Beubay est correspondant local de la Halde à Annemasse et Henri Laffin à Thonon-les-Bains.

● Bruno Cotte devient Secrétaire général à la Direction générale des services du Conseil Régional Rhône-Alpes.

Spécial Délégués du Préfet en Rhône-Alpes (suite)

● Dans la Drôme, Hervé Lagravière est délégué du Préfet à Valence.

● Dans le Rhône, Françoise Roux est déléguée du Préfet à Fontaines-sur-Saône et Neuville-sur-Saône.

● En Savoie, Thierry Roig est délégué du Préfet à Chambéry.

éditée par le CR•DSU
4 rue de Narvik - BP 8054
69351 Lyon cedex 08
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79
crdsu.secretariat@free.fr

www.crdsu.org
ISSN 1960-226X

Directrice de la publication: Isabelle Chenevez
Rédaction: l'équipe du CR•DSU
Création: Okto Novo
Exécution: Muriel Salort-Carayon
Impression: Lamazière Imprimeur F-69153 Décines

Cette lettre peut également être envoyée par mail: crdsu.secretariat@free.fr

- parution bimestrielle
- anciens n° nous consulter.

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action: diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

sources & ressources

quelques ouvrages d'actualité, consultables au CR•DSU

Reconnaître la valeur de la jeunesse. Livre Vert

Commission de concertation sur la politique de la jeunesse, 2009, 95 p. La commission de concertation sur la politique de la jeunesse fait ici 57 propositions, synthèse de 4 mois de débats. Ce livre vert propose de nouvelles solutions pour les 16-25 ans, notamment le renforcement de l'accompagnement des parcours des jeunes.

Dictionnaire des Banlieues



Béatrice Giblin. Éditions Larousse, 2009, 447 p. D'abstention à zones urbaines sensibles, en passant par Clichy-sous-Bois, femmes, intégration ou encore racaille, ce dictionnaire dessine, en près de deux cents entrées, un portrait original des banlieues.

Mise en place du Conseil national des entreprises pour la banlieue. Rapport d'étape pour Madame la Secrétaire d'État à la Ville

Abdel Aïssou. CNEB, 15/07/2009, 22 p. Ce rapport, rédigé dans le cadre de la mise en place du Conseil national des entreprises pour la banlieue, préconise plusieurs orientations: promotion de l'emploi en alternance, notamment dans le développement durable et les services aux personnes; création de banques de stages interactives... Le lancement d'un pôle d'excellence "Banlieue 2.0" y est suggéré.

Racisme, antisémitisme et "communautarisme"? L'école à l'épreuve des faits

Fabrice Dhume. L'Harmattan, 2007, 302 p. Cette étude tente de comprendre ce qui est signalé comme racisme par

les autorités scolaires, ce qui est perçu et traité par les enseignants et les équipes, et ce que les élèves vivent du racisme à l'école. Se penchant sur des faits, elle donne à voir la complexité et l'ambivalence des processus à l'œuvre.

Familles et professionnels de l'action sociale: éduquer ensemble

Chronique sociale, mars 2009, 438 p. Analysant plus de 20 expériences européennes significatives, cet ouvrage fait le point sur les différentes modalités d'intervention des institutions et des professionnels du travail social auprès des familles et propose une réflexion approfondie et argumentée sur le défi que représente la coéducation.



sites service

toute l'actualité Internet du CR•DSU et autres sites ressources

les points d'orgue du www.crdsu.org

• **Rubrique Les Rencontres du CR•DSU:** La synthèse du cycle de qualification "Jeunes des quartiers populaires. Comment faire émerger et accompagner leurs projets?", organisé les 16 et 30 juin 2009 par le CR•DSU, est en ligne dans la sous-rubrique "Les programmes des rencontres passées".

ailleurs sur la toile...

••• www.essenregion.org

À l'initiative de l'Association des Régions de France et de la Caisse des

Dépôts, l'Avise anime, depuis juillet 2009, un site dédié aux politiques régionales de soutien à l'économie sociale et solidaire, à destination des élus, agents territoriaux et acteurs du secteur. Il propose une cartographie précise et régulièrement actualisée des politiques régionales de soutien à l'économie sociale et solidaire. Il présente les dispositifs et les pratiques mis en place au niveau régional et local, au travers de fiches techniques, et donne à voir des expériences européennes intéressantes; il assure une veille juridique sur les principales évolutions réglementaires concernant ce secteur et répertorie les travaux

menés par les différentes sources statistiques disponibles sur l'emploi et l'activité dans le secteur aussi bien en région qu'au niveau national.

